

Vers une stratégie économique basée sur l'amélioration de la productivité

Par Elhadj EZZAHID

Résumé

Les recherches sur les sources de croissance de long terme des économies montrent qu'elle dépend plus de la croissance de la productivité que de la croissance des volumes des inputs accumulés. Au Maroc, les résultats disponibles fournissent des évidences sur le rythme très lent de la croissance de la productivité mesurée par la PTF ou le rapport production-travail. Des simulations montrent que seule une augmentation de la PTF permettra d'atteindre une croissance suffisamment élevée. Nous proposons de faire de l'amélioration de la productivité, dans tous les maillons de l'économie, le fil conducteur de la politique industrielle du pays.

1. Introduction

Il est possible, souhaitable et moins coûteux d'augmenter la production du processus productif d'une entreprise, d'une branche d'activité, d'une municipalité, d'une ville, d'une région ou de toute une économie sans investir et sans engager plus d'employés, et ce en augmentant simplement la productivité. Cette assertion semble être difficile à accepter. Toutefois, la littérature portant sur les expériences de plusieurs pays a montré que, souvent, la croissance faible trouvait sa source dans l'atonie de la croissance de la productivité ou les productivité-gaps et, non pas, dans la faiblesse de la croissance des inputs ou les accumulation-gaps (Eastrly et Levine, 2001 ; Pagés, 2010).

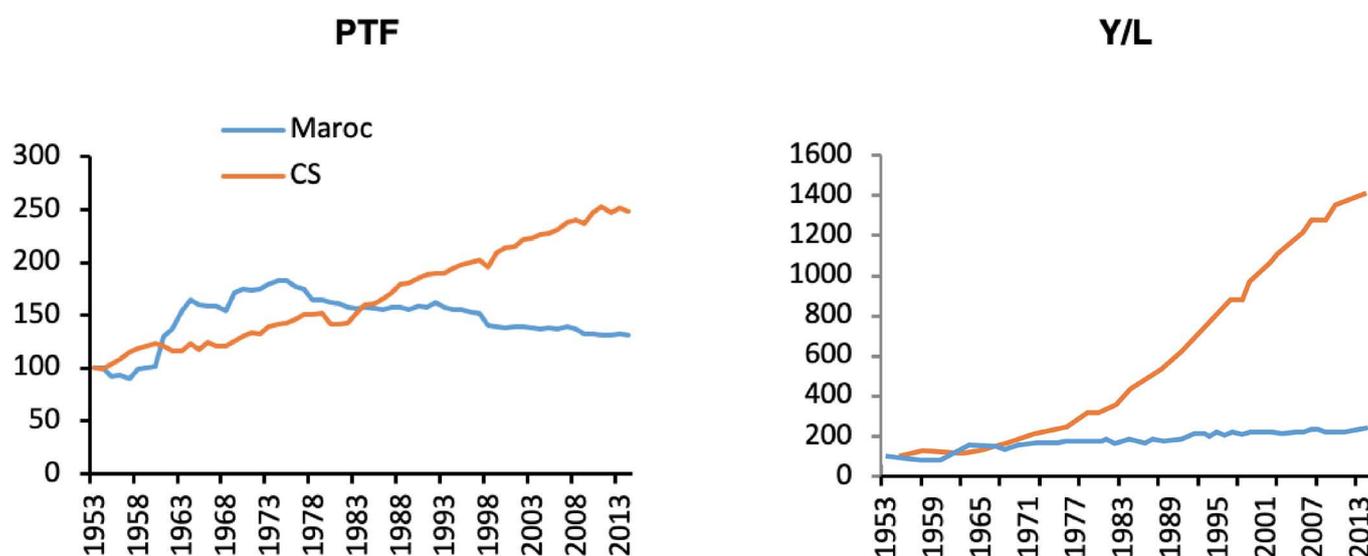
La productivité est mesurée par le ratio production-travail (K/L), le ratio production-capital (Y/K) ou par

la productivité totale des facteurs (PTF). La croissance du PIB s'explique par la croissance du capital, la croissance du travail ou par la croissance provenant d'autres facteurs. Tout ce qui n'est pas capital ou travail constitue la PTF. Toute augmentation de la production ne trouvant pas sa source dans la croissance des inputs, implique une croissance de la productivité ou de l'efficacité avec laquelle ces inputs sont utilisés. Cette dernière provient de l'amélioration de la qualité des institutions, de l'utilisation d'inputs de meilleure qualité, du perfectionnement de l'organisation des processus de production, de la réduction des gaspillages, de l'exploitation des économies d'échelle, de la concurrence, de l'adoption de nouvelles technologies, ...etc. En fait, une multitude de sources, souvent non facilement identifiables, contribuent à l'augmentation de la productivité.

Au Maroc, des travaux de recherche initiés dans le cadre de différents projets, adoptant différentes hypothèses et utilisant différentes méthodes, ont montré que la contribution de la productivité à la croissance était faible et, durant plusieurs périodes, négative (Banque

mondiale, 2017 ; Abbad, 2017). La comparaison avec la Corée du Sud montre que si la productivité (mesurée par Y/L ou la PTF) a une tendance résolument croissante dans ce pays, elle est presque constante au Maroc (Figure 1).

Figure 1 : Evolution de la PTF au Maroc et en Corée du Sud (PTF et K/L normalisé à 100 en 1953)



Source: Penn World Tables, Groningen University-version 9.1

Des simulations montrent qu'une croissance soutenue et suffisamment élevée du PIB Marocain, pour assurer le rattrapage avec les niveaux de revenus des pays de la rive sud de la Méditerranée, passera nécessairement plus par une productivité élevée des ressources que par une accumulation de plus de capital ou de plus de travail (Banque mondiale, 2017).

Le problème de la faiblesse de la productivité au Maroc est d'autant plus grave, qu'il est diagnostiqué transversalement dans l'économie. Le secteur public, le secteur informel et le secteur privé sont tous caractérisés par l'anémie de la productivité. Il y a des chiffres qui montrent, à travers des benchmarks, combien les ressources utilisées dans le secteur de l'éducation, de la santé ou dans les autres branches de provision des services publics, sont mal utilisées. D'où l'ampleur des marges existantes pour accroître le volume des services publics dont peuvent profiter les populations, sans accroître les ressources utilisées pour les fournir. Même chose dans le secteur privé. Les indicateurs montrent qu'une majorité d'entreprises, qu'elles soient grandes, moyennes, petites ou très petites, opèrent avec

une productivité faible¹. Même constat si l'on observe l'économie par branche. En fait, la faiblesse de la productivité est observée, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie ou les services. Plus grave que son illégalité, le secteur informel marocain est, surtout, très faiblement productif. Les commerçants ambulants et les autres opérateurs (artisans, entreprises non déclarées, ...) du secteur informel peuvent gagner plus de revenus de leurs activités s'ils sont plus productifs. Leur productivité est très faible, à l'instar de ce qui est trouvé dans d'autres régions du monde où l'informalité est très corrélée avec la faiblesse de la productivité (Fagès, 2010).

La faiblesse de la productivité multifactorielle est un trait caractéristique de l'évolution de l'économie marocaine depuis le début des années 1970s. Le tableau suivant récapitule des résultats obtenus par plusieurs chercheurs.

1. Rappelons que la productivité n'est pas la rentabilité. Cette dernière est un concept financier alors que la productivité est un concept économique. Une entreprise peut avoir une très faible productivité et, néanmoins, réaliser une rentabilité élevée s'elle opère dans un secteur protégé. C'est d'ailleurs le cas des entreprises ayant des rentes ou produisant des biens non échangeables et, donc, moins exposées à la concurrence étrangère.

Table 1 : Quelques résultats de la PTF au Maroc

Auteurs	Périodes			
Pipitone (2009)	1970-1979	1980-1989	1990-1999	2000-2006
TCAM	-3,05%	-0.6%	-1,05%	0.2%
(IMF, 2005)	1971-1982	1982-1991	1991-1998	1998-2004
Contribution moyenne à la croissance	-10,6%	30,55%	-25,59%	-7,5%
DEPF (2014)	1981-1990	1991-2000	2001-2005	2006-2013
Contribution moyenne à la croissance	-10.1%	-24.3%	22.1%	6.13%

Pipitone (2009) donne le taux d'accroissement annuel moyen de la PTF. Le FMI (2005) et la DEPF (2014) donnent les contributions annuelles moyennes de la PTF.

Les résultats de M. A. Chemingui and A. Isaksson (2007) montrent qu'avec une part du capital dans le PIB de 0,36, la PTF a contribué par plus d'un quart (29%) à la croissance de l'économie marocaine durant la période 1960-2000. Sous la même hypothèse, durant la période 1960-1980, cette contribution dépassait le tiers (36,1%). Lorsque les auteurs utilisent une part du capital dans le PIB de 0,67², la contribution de la PTF baisse pour se situer autour de 10%. Sous les deux hypothèses, concernant la part du capital dans le revenu, la contribution de la PTF dans la croissance fut négative durant la période 1991-2000.

2. Conséquences

La faiblesse de la productivité au Maroc accule l'économie à une croissance extensive très gourmande en inputs. Cette croissance est non-soutenable puisqu'elle exige des taux d'investissement que l'économie marocaine se révèle incapable de maintenir (Banque mondiale, 2017). Une fois que le taux d'investissement dépasse un certain seuil (vers les 30%), le recours à l'épargne étrangère se traduit par un déficit externe insoutenable.

Cette anémie de la productivité se traduit par une faiblesse de la croissance et la lenteur avec laquelle les gens améliorent leur bien-être. Lorsque les gens exercent des activités peu productrices, ils s'extirpent, parfois,

2. Cette hypothèse est la plus vraisemblable selon les faits stylisés.

de la pauvreté mais ils n'arrivent pas à continuer leur progression dans l'échelle de la prospérité, à cause de la faiblesse de leurs revenus en raison de la faiblesse de la productivité des activités exercées.

La faiblesse de la productivité impacte la compétitivité de l'économie³. En effet, lorsque les entreprises améliorent leur productivité elles peuvent réduire leurs prix, sans pour autant réduire leurs marges ; ce qui affecte positivement leur compétitivité vis-à-vis des firmes étrangères. La faiblesse de la productivité pourra être fatale pour les entreprises domestiques, même dans le secteur des biens non-échangeables, jadis réputés protégés de la concurrence étrangère.

La faiblesse de la productivité se traduit au niveau agrégé par l'absence ou la lenteur du rattrapage. Plus inquiétant encore, l'échec de l'amélioration de la PTF à un taux suffisamment élevé peut piéger l'économie dans la trappe des revenus intermédiaires bas.

3. Origine du problème

Pourquoi la productivité est-elle faible au Maroc ? Poser cette question et vouloir y répondre implique l'ouverture de la boîte de Pandore des maux de l'économie marocaine : faiblesse quantitative et qualitative du capital physique,

3. Pour M. Porter la productivité et la compétitivité sont la même chose.

non-mobilité des ressources vers les secteurs les plus productifs, fragilité des institutions, niveau bas du capital humain et son faible taux d'utilisation, faiblesse de la concurrence, généralisation de la rente et des positions acquises, secteur financier conservateur, nonaccès des petites et moyennes entreprises aux ressources financières (Banque mondiale, 2017). Cette liste, qui est loin d'être exhaustive, montre que la faiblesse de la productivité trouve ses origines dans le fonctionnement profond de l'économie. Remarquons que la faiblesse de la productivité est juste le revers de l'échec de la transformation structurelle de l'économie.

Les travaux empiriques listent un ensemble de facteurs qui sont autant de déterminants de la PTF (Kim and Loayza, 2019). La littérature théorique, quant à elle, met en exergue le rôle de la technologie incorporée dans le nouveau capital introduit via l'investissement, du capital humain, des institutions et des marchés facilitateurs des transactions, des infrastructures physiques publiques et des autres arrangements, permettant de mieux mobiliser, (re)allouer et utiliser les ressources dans une économie, dans la stimulation de la dynamique de la croissance de la productivité.

La littérature empirique apporte des éclaircissements, des précisions et des nuances, permettant de mieux calibrer les politiques visant à accroître le taux de croissance via une augmentation de la PTF (voir les contributions dans (Chatri, 2019)). Au Maroc, des résultats empiriques montrent que le capital humain disponible dans l'économie, les investissements directs étrangers et l'ouverture de l'économie ne contribuent pas à l'accroissement de la productivité totale des facteurs (Mossir et Chatri, 2019 ; Lemaallem, Elbejnoui et Belarbi, 2019). Probablement, ces résultats sont dus à l'absence des prérequis ou des facteurs complémentaires pour que ces déterminants puissent exercer un impact positif sur la PTF.

Il est fort probable que les freins à l'amélioration de la productivité au Maroc trouvent leur origine/source dans la structure de l'économie. Les institutions et les politiques ont créé une topologie⁴ qui a engendré un équilibre bas dans lequel la faiblesse de la PTF n'est qu'une conséquence. En plus, les autres moteurs de la productivité, qui sont l'innovation, les infrastructures physiques abondantes et adéquates, l'éducation et l'efficacité dans l'allocation et l'utilisation des

ressources, ne fonctionnent pas (Kim, Loayza, and Meza-Cuadra, 2016).

4. Recommandations

Il y a des indicateurs que le Maroc rate l'occasion de profiter des taux de croissance élevés, observés durant les périodes de rattrapage que vivent les pays en développement. Cette situation s'explique par les caractéristiques profondes de cette économie. Il y a un consensus concernant le fait que le tissu productif marocain nécessite une profonde transformation. Le but est de mettre en place les bases d'une croissance élevée et durable. La soutenabilité de la croissance au Maroc implique de faire de l'augmentation de la PTF sa source principale. En s'inspirant des travaux empiriques disponibles, nous pensons que le souci de l'amélioration de la productivité devra devenir le fil conducteur pour réfléchir, concevoir et implémenter la politique industrielle. Ce choix créera moins de distorsions allocatives, comparativement aux choix actuels qui, par leurs spécificités aux secteurs, aux régions, aux facteurs de production ou aux entreprises, sont plus susceptibles d'en créer et de donner lieu, ainsi, à des rentes. Dans ce sens, l'objectif de la politique industrielle du pays ne sera pas d'encourager un secteur, une région ou d'augmenter l'utilisation d'un facteur per se, mais d'améliorer le profil global d'allocation des ressources dans une logique de transfert des ressources vers les secteurs les plus productifs, ce qui contribuera, aussi, à opérer la transformation structurelle nécessaire pour le pays via une continuelle orientation des ressources vers là où leur productivité est élevée. Lorsque c'est nécessaire, il faut conditionner l'obtention des subventions à un effort pour améliorer la productivité. Seules les entreprises et les administrations qui luttent pour l'accroissement de la productivité des ressources méritent d'obtenir des aides publiques.

Nous pensons que le Maroc est piégé dans un équilibre bas, en raison de la nature des institutions en place (North and Thomas, 1973 ; Acemoglo and Robinson, 2012 ; Banque mondiale, 2017). L'économie du développement montre que les institutions sont la variable la plus profonde qui détermine l'accumulation des facteurs et, surtout, leur productivité (Acemoglu and Robinson, 2012). Certes laissées sans intervention extérieure, les institutions profondes changent lentement. Toutefois, des élites visionnaires peuvent aider au design d'institutions

4. J'entends par topologie l'espace dans lequel opèrent et transactent les agents économiques.

stimulatrices de l'innovation et de la modernisation⁵ et capables de coordonner et d'opérer la transformation structurelle.

Pour développer un large consensus sur l'importance de la productivité au sein des décideurs, des chefs d'entreprises et des compétences impliquées dans la production, il faut partager les mêmes convictions et les mêmes idées. Nous proposons de préparer un livre blanc sur la productivité, à l'issue d'assises nationales dédiées à la productivité. Ce livre sera un condensé sur les différentes dimensions de ce concept et les stratégies pour l'améliorer. Il faut mettre la productivité au centre des débats publics. Le but est de faire en sorte que tout le monde soit convaincu que la productivité est une affaire stratégique qui devra structurer la politique industrielle. Le livre servira à exposer les grandes lignes du programme, susceptible d'améliorer la productivité dans tous les maillons de l'économie.

Pour veiller sur la diffusion de l'esprit d'amélioration continue de la productivité, nous proposons aussi la mise en place d'un conseil national de la productivité et de la compétitivité. Il devra être très actif pour sensibiliser et disséminer les bonnes pratiques partout dans l'économie.

L'économie marocaine est de petite taille. Elle dépend des importations pour plusieurs inputs. Plus stratégique encore, pour réaliser une croissance élevée et durable, il faut la fonder sur les exportations. Pour réussir cette voie, il faut mettre en place des incitations pour exporter et pénétrer les marchés externes, via un panier renouvelé de produits à haut contenu technologique. La politique des subventions directes ou indirectes (exonérations fiscales, prix du foncier, ...) aux branches/entreprises devra être conditionnée par l'accumulation de capacités technologiques se traduisant par un upgrading et une augmentation de la productivité.

L'appréciation du taux de change peut entraîner une ruée vers le secteur des biens non échangeables. Cette situation entraîne une réduction des exportations et une baisse de la capacité concurrentielle des entreprises domestiques, ce qui est de nature à augmenter la dépendance à l'étranger et la baisse de la compétitivité des exportations, avec une conséquence dramatique

5. F. Fukuyama parle de modernisation sans développement dans les pays comme le Maroc. Je pense que dans les pays, comme le nôtre, il n'y a ni modernisation ni développement. Il y a seulement un travail sur l'image et tout le monde comprend son but.

sur la croissance d'une petite économie. Il faut, donc, gérer le taux de change d'une manière agressive, en vue d'éviter son désalignement par rapport à un taux de change effectif réel d'équilibre intelligemment défini (Rodrick, 2008).

L'une des caractéristiques de l'économie marocaine est la prédominance de la rente et des positions acquises sans effort ni mérite (Banque mondiale, 2017). La politique industrielle devra faire de la lutte contre les positions acquises et rentières une priorité. De cette manière, les acteurs seront amenés à réviser leur choix et à réallouer les ressources (capital, travail, capital humain, ...) vers les activités les plus productives. Cette politique donnera son plein sens aux entrées et sorties des entreprises générant des réallocations intra et inter-industries stimulatrices de l'efficacité (Sekkat, 2010).

L'amélioration de la productivité passe par plus d'innovation, ce qui implique l'utilisation d'un capital humain⁶ important susceptible de repérer et d'introduire des améliorations dans les processus de production. Au Maroc, il y a une confusion entre l'objectif d'accumuler du capital humain et le fait de l'utiliser efficacement dans les processus de production. En plus du problème du volume accumulé du capital humain et de la qualité de cette dernière, plusieurs indices indiquent qu'il est peu utilisé dans les secteurs public et privé. Certes, des compétences existent dans les administrations et les entreprises, mais elles ne sont pas effectivement engagées dans des projets d'amélioration de la productivité. Les ingénieurs dans le secteur public sont peu valorisés et s'occupent souvent de tâches administratives, facilement réalisables par des gens moins formés ou carrément automatisables et ceux travaillant dans les entreprises privées sont peu motivés pour le re-design des processus de production. Il y a des indices montrant que beaucoup d'entreprises rechignent à embaucher des compétences, en raison des coûts salariaux importants. Bref, c'est bien d'accumuler du capital humain mais, surtout, il faut l'utiliser et le rentabiliser en l'impliquant dans l'amélioration de la productivité.

6. Il est utile de distinguer le capital humain initial, le capital humain éducatif et celui provenant de l'expérience professionnelle (Bellakhdhar, 2019). Les deux premières catégories du capital humain sont accumulées dans la famille et dans les écoles, les universités et les institutions d'enseignement formel. La dernière catégorie est accumulée dans les entreprises.

5. Stratégie d'implémentation

Le diagnostic des causes de la faiblesse de la productivité est la partie la plus aisée du projet de son amélioration. Faire sauter les verrous qui l'enchaînent et mettre en place les facteurs qui la libèrent, est une tâche bien plus difficile. En fait, toute stratégie qui mettra l'amélioration de la productivité dans l'épicentre de l'agenda de la politique industrielle sera confrontée à des résistances (Pagés, 2010). Nous préconisons que l'approche soit graduelle

et basée sur des évidences empiriquement étayées. Autrement dit, il faut adopter une logique incrémentale, de manière à ce que toutes les fois que des percées sont réalisées elles sont consolidées pour devenir des acquis. Le conseil de la productivité et de la compétitivité, dont nous avons proposé la création, veillera à convaincre les acteurs, disséminer les meilleures pratiques et assurer la continuité, l'approfondissement et le renouvellement de la démarche qui permettra, continuellement, de déboucher sur la transformation de l'économie pour se traduire par une productivité élevée des ressources.

Références

- Abbad, T., (2017), Capital accumulation and productivity gains in Morocco, OCP policy Center, Policy Brief July, PB-17/24
- Acemoglu, D. and J. A. Robinson, (2012), Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty, Crown Publishing Group
- Bellakhdhar, A., (2019), Innovation, ouverture économique et croissance de productivité : une analyse empirique pour le cas de la Tunisie, in A. Chatri (ed.), 2019 Ouverture, productivité et croissance économique au Maroc, Université Mohammed V, Laboratoire d'Économie Appliquée, Policy Center for the New South & CNRST
- Chatri, A. (éd.), (2019), Ouverture, productivité et croissance économique au Maroc, Université Mohammed V, Laboratoire d'Économie Appliquée, Policy Center for the New South & CNRST
- Chemingui, M. A. and Isaksson, A., (2007), Explaining productivity change in Morocco, UNIDO, Staff working paper 09/2007
- Easterly, W. and Levine, R., (2001). "It's not factor accumulation: stylized facts and growth models" The World Bank Economic Review, Vol. 15, no. 2 (May 2001), pp. 177-219.
- Kim, Y. E. and Loayza, N., (2019), Productivity growth: patterns and determinants across the World. World Bank Policy Research Working Paper No. 8852. Available at: <https://ssrn.com/abstract=3386434>
- Krugman, P., (1994), The age of diminished expectations: U. S. Economic policy in the 1990s, Cambridge, MIT Press
- Lemaallem, H., Elbejnouni, I., Belarbi, F.-Z., (2019), Ouverture, transferts technologiques et productivité : analyse dynamique, in A. Chatri (ed.), 2019 Ouverture, productivité et croissance économique au Maroc, Université Mohammed V, Laboratoire d'Économie Appliquée, Policy Center for the New South & CNRST
- Loko, B. and Diouf, M. A., (2009), Revisiting the Determinants of Productivity Growth: What's New? IMF Working Papers, WP/09/225,
- Ministère de l'Économie et des finances, Direction des Etudes et des Prévisions Financières, (2014), Estimation de la croissance potentielle au Maroc
- Moussir, C-E., A. Chatri, A., (2019), «Investissement direct étranger, écart technologique et productivité: une mise en évidence empirique », in A. Chatri (ed.)

- North, C. D., and R. P. Thomas (1973), *The rise of the Western World: A new economic history*, New York, Cambridge University Press
- OCDE, (2001), *Mesurer la productivité : manuel de l'OCDE : mesurer la croissance de la productivité*
- Pagés, C.-éd., (2010), *The age of productivity, transforming economies from the bottom up*, Inter-American Development Bank
- Pipitone, V., (2009), “The role of total factor productivity in the Mediterranean countries”, Volume 2, Number 1, pp. 27-51 *International Journal of Euro-Mediterranean Studies*, 2 (1), 27-51.
- Rodrik, D., (2008), “The Real Exchange Rate and Economic Growth”, *Brookings Papers on Economic Activity*, Fall 2008
- Sekkat, K., (2010), *Reforms, Market Dynamics and Productivity in Developing Countries*, pp. 1-11, in K. Sekkat (ed.), *Market Dynamics and Productivity in Developing Countries: Economic Reforms in the Middle East and North Africa*, DOI 10.1007/978-1-4419-1037-0_1
- Xavier, C. and Maloney, W. F., (2017), *The Innovation paradox: Developing-Country capabilities and the unrealized promise of technological catch-up*, Washington, DC: World Bank.

A propos de l'auteur, Elhadj EZZAHID

Il est membre du corps enseignant de la faculté des sciences juridiques économiques et sociales-Agdal de l'Université Mohammed V. Il travaille sur les problèmes de croissance et de développement. Il a publié dans plusieurs revues dans les domaines de la finance et de l'économie.

A propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

[Read more](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street,
Hay Riad, Rabat, Maroc.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 (0) 537 54 04 04 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

Website : www.policycenter.ma